LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 20 novembre 2026

Dans l'Amérique, ce qu'on aime, c'est sa musique.

Dont, un mélange de blues rock, de boogie rock et de hard rock venant du sud.

Quant aux paroles, aux idées, aux modes de vie ou aux comportements, c'est intéressant : tout dépend si l'on est curieux et si l'on essaie de mieux connaître et comprendre les hommes, une époque, un pays, un peuple. Mais il faut bien admettre que c'est souvent décevant si l'on s'en tient à des biographies individuelles, car peu de gens gagnent vraiment à être connus ; alors, si l'on a tendance à aimer les belles histoires ou à s'en raconter, on sera souvent déçu. C'est somme toute normal, puisque, habituellement, on subit son destin plus qu'on ne le choisit.

Molly Hatchet - HEARTLESS LAND.wmv

https://www.youtube.com/watch?v=pfwASNg6zBw&list=RDkoHm62xBtmo&index=3

Molly Hatchet - Fall of The Peacemakers

https://www.youtube.com/watch?v=gncyDkWWY_w&list=RDgncyDkWWY_w&start_radio=1

Lynyrd Skynyrd - Tuesday's Gone (Live) | Winterland Ballroom 1976

https://www.youtube.com/watch?v=_7p2ogicS1U&list=RDegLJthTeifY&index=3

ZZ Top Live with Brooks & Dunn - CMT Crossroads, Nashville, TN – 2002

https://www.youtube.com/watch?v=EULSdjk8TNY

Walter Trout - "Ride" (Official Music Video) 2022

https://www.youtube.com/watch?v=CLzmOugNc2I&list=RD1afAPQM_QgY&index=5

Walter Trout - Red Sun (Rockin' The Blues lyric video)

https://www.youtube.com/watch?v=Pt-fxD7CFS4&list=RD1afAPQM_QgY&index=8

Walter Trout - Full Concert | Live at Paradiso Amsterdam 2006

https://www.youtube.com/watch?v=mRfgo5nwPB4&list=RDmRfgo5nwPB4&start_radio=1

Comment "*stabiliser*" le capitalisme mondial pour éviter qu'il ne s'effondre.

Russie-Chine-États-Unis : les principaux engagements de la déclaration commune sur la paix - RT 19 novembre 2026

Le Kremlin a publié une déclaration commune de Vladimir Poutine, Xi Jinping et Donald Trump à l'issue de leur rencontre trilatérale à Shenzhen, qui a duré environ une heure et demie. Les trois dirigeants ont réaffirmé leur engagement en faveur de la stabilité stratégique et de la sécurité internationale. Aucune déclaration orale n'a été faite dans l'immédiat à l'issue des négociations.

La Russie, la Chine et les États-Unis, membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, ont exprimé leur volonté de réformer l'organisation afin qu'elle puisse répondre plus efficacement aux défis mondiaux et remplir sa mission de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Les trois pays prévoient également d'accroître la production et les livraisons de produits pétroliers raffinés, au bénéfice de l'ensemble des pays. Ils ont réaffirmé l'importance de garantir la stabilité des approvisionnements énergétiques.

Les dirigeants ont souligné le caractère fondamental du consentement des États et du respect des immunités de leurs représentants officiels. Ils ont estimé que la Cour pénale internationale (CPI) et les institutions similaires ne devaient pas abuser de leurs pouvoirs.

Enfin, les trois pays ont réaffirmé qu'une guerre nucléaire ne pouvait avoir de vainqueur et ne devait jamais être déclenchée. Ils se sont engagés à poursuivre le dialogue afin de réduire les risques nucléaires et de prévenir la prolifération des armes nucléaires.

J-C - Et l'UE dans tout cela ? Elle joue en deuxième division ou les vassaux ne sont pas conviés à la table de leurs maîtres !

Les 40 pays en guerre contre la Russie remuent encore la queue !

L'Allemagne accueille un sommet des alliés de l'Ukraine - Dw.com 19 novembre 2026

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky est arrivé à Berlin pour le sommet de la "*coalition des volontaires*". Celle-ci regroupe près de 40 pays qui soutiennent l'Ukraine dans la guerre contre la Russie.

Le sommet de Berlin est largement perçu comme une réponse politique au rendez-vous de Shenzhen lors duquel Donald Trump, Vladimir Poutine et Xi Jinping ont affiché leurs convergences.

Hier [18.11.26], la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a proposé un nouveau paquet de soutien pouvant atteindre 45 milliards d'euros pour l'Ukraine en 2027.

Cette enveloppe viendrait s'ajouter aux 90 milliards d'euros déjà prévus par l'Union européenne pour 2026 et 2027.

France. Ils craignent même le 1er mai !

Présidentielle: le président du Sénat Gérard Larcher demande à modifier les dates du scrutin - BFMTV avec AFP 20 novembre 2026

Le président du Sénat Gérard Larcher (LR) a affirmé ce jeudi 19 novembre sur BFMTV avoir demandé "*très clairement*" au Premier ministre d'avancer la date de la présidentielle, pour éviter un second tour au lendemain des défilés du 1er-Mai.

Les dates entérinées le 1er juillet par l'exécutif prévoient un premier tour le 18 avril, et un second tour le 2 mai.

Le Rassemblement national a formulé la même demande, tout comme le candidat social-démocrate Raphaël Glucksmann, qui avait jugé début novembre "*intelligent*" de changer la date.

Le gouvernement dispose encore de plusieurs semaines pour décider car la loi prévoit que le décret de convocation des électeurs soit publié au plus tard 10 semaines avant la date du premier tour, soit le 31 janvier s'il décidait de privilégier finalement les 11 et 25 avril.

Ils devront se contenter d'y « *croire* » ! Retard à « *l'amorçage* » ou appâts avariés.

"*Vu à quel niveau sont les autres, on n'est pas si loin*" : Dominique de Villepin se lance dans la course présidentielle malgré les embûches - franceinfo.fr 20 novembre 2026

Chez La France humaniste, qui revendique 78 000 adhérents (l'adhésion, gratuite, se fait en ligne), une douzaine de permanents et conseillers et un noyau dur d'environ 150 élus, hauts fonctionnaires et militants bénévoles s'y consacrent activement. L'écurie s'est étoffée grâce à quelques ralliements, comme le maire de La Chapelle-Saint-Luc (Aube), Olivier Girardin, proche de Benoît Hamon, ex-candidat socialiste à la présidentielle de 2017. L'ancien eurodéputé socialiste Guillaume Balas participe, lui, au programme sur l'économie circulaire.

"*Je suis pour la justice sociale, ce qui me met à gauche. Je suis pour l'ordre républicain, ce qui me met à droite*", se définissait-il en septembre, sur LCI.

Son programme, en cours d'élaboration, s'inscrit dans cette ligne difficile à classer. Il prévoit de supprimer toutes les niches fiscales, de nationaliser les autoroutes à l'échéance des concessions et d'exonérer de droits de succession jusqu'à un million d'euros. "*Son ADN est le gaullisme social, ou gaullisme de gauche*", résume son conseiller Baptiste Fournier.

"L*es sondages ne sont pas top*, admet Olivier Girardin. *Mais la cloison n'est pas si épaisse pour qu'un certain nombre d'électeurs considèrent qu'il est le chemin par lequel arrivera le changement*", espère le maire de gauche, imaginant que son champion peut se hisser en troisième position dans les sondages, et incarner une alternative à un duel entre Marine Le Pen et Jean-Luc

Mélenchon au second tour. "*Je suis convaincu qu'il est la solution, la bonne personne, au bon moment, au bon endroit, mais l'amorçage n'est pas encore là*", ajoute-t-il.

"*Quand les gens sauront qu'il est officiellement candidat, on peut imaginer une progression. Et, vu à quel niveau sont les troisièmes et quatrièmes, on n'est pas si loin*", ajoute un cadre. "*Dans quelques mois, il n'y aura pas autant de candidats et pas autant d'émiettement des voix*, prédit en outre Benoît Jimenez, qui mise sur l'abandon de plusieurs prétendants.

Un espoir de récupérer le vote utile qui fait aussi vivre les prétendants au sein du bloc central et de la droite, mieux placés dans les sondages. Mais les villepinistes veulent croire que leur candidat serait le seul en mesure de gouverner en 2027, quand des figures associées au macronisme se retrouveraient sans majorité à l'Assemblée. C'est d'ailleurs pour se distinguer d'eux que le diplomate rejette toute participation à une primaire.

J-C – Ils en sont rendus à faire des paris sur les loosers, à espérer et croire n'importe quoi ! A leurs âges, se faire autant d'illusions, ce n'est pas très sérieux.

Teddy Riner propulsé par LVMH ou Bernard Arnault.

J-C - Paris Match appartient au groupe LVMH, dirigé par Bernard Arnault, depuis le 1er octobre 2024. Cette pub gratis aurait dû coûter entre 150 000 et 250 000 euros, puisque c'est le tarif d'une surcouverture chez Paris Match.

Teddy Riner torse nu en couverture de Paris Match - HuffPost 19 novembre 2026

« *Un colosse en campagne.* » C'est le titre de la Une du numéro de Paris Match en kiosque depuis mercredi 18 novembre, sur laquelle le judoka Teddy Riner, candidat à la présidentielle, s'affiche tout sourire, torse nu, enroulé dans un grand drapeau aux couleurs de la France.

« *L'Élysée, un défi à haut risque pour le roi de l'Olympe* », lit-on en sous-titre du cliché, qui semble susciter bien des interrogations. « *Avec cette photo du futur président français, force est de constater que nous sommes dans une autre dimension* », déplore une internaute sur X. « *C'est Play-Boy ?* », ironise une autre. Un lecteur a du mal à y croire : « *C'est un fake, non ?* »

Non, ce n'est pas un « *fake* ». Cette image n'a pas été générée par une IA.

Le choix de cette iconographie laisse pantois. A-t-elle été décidée en concertation avec Teddy Riner ? Mystère.

Pour la première fois, l'Ifop a testé mercredi sa candidature dans une configuration très élargie à 16 candidats. Le judoka obtient 4 % des intentions de vote.

Un sondage, comme toute enquête d'opinion, est une photographie du moment sans valeur prédictive. La marge d'erreur est située, selon les résultats, entre 1,5 et 2,5 points à la hausse ou à la baisse, rappelle l'AFP. HuffPost 19 novembre 2026

J-C - 4%, marge d'erreur allant jusqu'à 2,5% = 1,5% en étant généreux, le « roi de l'Olympe » atteint les sommets !

Sortie de route. Quand une équipe très « *macroniste* » réalise un « *virage à gauche* ».

Présidentielle 2027 : Glucksmann a-t-il « *pompé* » le programme de Mélenchon ? - 20 Minutes 19 novembre 2026

« *Glucksmann, c'est* "tout sauf Mélenchon", *mais il copie quand même son programme…* ». Depuis le 9 novembre dernier, Raphaël Glucksmann présente ses premières mesures dans le cadre de sa candidature à l'élection présidentielle. Alors qu'il lui est souvent reproché de ne pas être suffisamment « *de gauche* », son programme se voit aujourd'hui accusé d'être un plagiat de celui de Jean-Luc Mélenchon, présenté le 6 novembre dernier et intitulé « *L'Avenir en commun* ».

« *Le gars, il a lu le programme du LFI et il a choisi au pif ce qui l'intéressait dedans* », commente un internaute sur X sous une liste des mesures proposées par le candidat PS-Place publique. « *Il crache sur Mélenchon pour copier son programme, c'est une blague ?* », ajoute un autre.

En passant au crible les programmes et nombreuses propositions de ces dernières semaines, on peut constater, en effet, beaucoup de similitudes et de caps communs entre les deux candidats. Certaines propositions sont mêmes similaires.

On ne peut toutefois en déduire un plagiat, peut-être une inspiration.

Les positions de Jean-Luc Mélenchon, même si elles peuvent évoluer, sont connues depuis très longtemps. Raphaël Glucksmann, vu comme un libéral, a dû faire un virage à gauche pour défendre la légitimité de sa candidature. Difficile donc de savoir s'il s'est inspiré des idées de Jean-Luc Mélenchon, mais il tient ces positions depuis plusieurs semaines et même plusieurs mois maintenant.

Reste pour lui maintenant de convaincre qu'il peut les appliquer avec son équipe très « *macroniste* », un reproche qui lui sera tout aussi problématique que son programme. 20 Minutes 19 novembre 2026

J-C – Ces gens-là sont des mégalomanes enragés, ils vivent dans un autre monde. Ils croient aux histoires qu'ils se racontent, au point d'imaginer que leurs récits se substitueraient à la réalité, sauf que les choses se passent rarement ainsi : ils vont se la prendre en pleine gueule et on va se marrer, cela a déjà commencé.

Il faut que ce soient des fous furieux pour ne pas imaginer un instant que les électeurs qui haïssaient Macron n'iront pas voter pour des candidats qui, de près ou de loin, étaient liés à la macronie ; même la débandade des candidats de droite et du centre ne leur sert pas de leçon.

En principe, au premier tour, Glucksmann devrait perdre un nombre important d'électeurs au profit de Mélenchon, ce qui, en plus des autres ralliements, lui assurera de figurer au second tour, s'il ne se ramasse pas d'ici là.

Reste à savoir aussi si Mélenchon ne sera pas à nouveau tenté de renier ses prises de position les plus radicales pour brasser plus large ; cela lui a coûté très cher la dernière fois. Ce serait inutile une fois encore, car si Glucksmann défend des positions plus consensuelles, jusqu'à présent, la majorité des intentions de vote se porte sur Mélenchon, ce qui signifie que les électeurs cautionnent un

programme plus incisif : le modifier au dernier moment serait donc une très grave erreur qui profiterait à Glucksmann.

À LFI, s'ils ne sont pas aussi bons communicants qu'ils en ont l'air, c'est peut-être parce qu'ils sont coincés : ils savent que Mélenchon trimballe un passé ou des casseroles en nombre considérable. De ce fait, ils ne sont pas libres de leur parole ; à la moindre sortie témoignant d'une rupture avec le régime, leurs adversaires peuvent lui tomber dessus et lui causer de sérieux dommages. C'est la rançon des contradictions qu'il n'a cessé de développer depuis qu'il a adopté le socialisme révisionniste, mais pas seulement.

J'ai déjà indiqué que Mélenchon était un couteau sans lame, mais pour se retrouver en pole position, LFI a dû adopter la posture des partis dits de gouvernement, chère aux partis qui constituaient le Nouveau Front populaire — par définition antisocialiste —, posture qu'incarne en premier lieu son refus de rompre avec l'UE et avec les institutions internationales financières ou politiques du capital. Quant à son éventuelle rupture avec l'OTAN, elle demeure hypothétique en l'état actuel des choses.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'on ne partage pas du tout la même idéologie ni les mêmes objectifs politiques : les siens sont compatibles avec le capitalisme.

Quand on voit que le patronat ne supporte pas l'adoption de la moindre mesure sociale, on peut prédire qu'il s'opposerait de toutes ses forces à toute remise en cause de ses privilèges. Il organiserait le chaos ou créerait un climat de guerre civile, et comme les masses ne verraient rien venir du côté d'un gouvernement qui ménagerait le capitalisme et serait incapable de les mobiliser, elles se retourneraient contre lui. Dans ces conditions, il suffirait à la réaction de fomenter des troubles, des manifestations violentes ou des provocations pour entraîner sa paralysie, puis sa chute, cédant la place à un régime autoritaire ou fasciste.

C'est ce qui attendrait Mélenchon s'il était élu et s'il ne procédait pas très rapidement à l'abolition des institutions de la Ve République pour donner le pouvoir aux travailleurs ; mais j'ai cru comprendre que cela ne figurait pas non plus à son programme. À suivre.

Le bal des ralliements opportunistes a commencé.

Présidentielle 2027 : Clémentine Autain appelle à se ranger derrière Jean-Luc Mélenchon - HuffPost 20 novembre 2026

La députée de L'Après, qui a rompu avec La France insoumise en 2024, reconnaît que Jean-Luc Mélenchon « *a engrangé du soutien* » ces dernières semaines.

Une nouvelle voix au service de la dynamique de Jean-Luc Mélenchon. La députée de Seine-Saint-Denis Clémentine Autain annonce ce jeudi 19 novembre qu'elle défend l'idée d'un rapprochement avec le candidat de La France insoumise au sein de son parti, L'Après.

Après Marine Tondelier, c'est donc une nouvelle figure importante de la gauche qui se dit prête à travailler avec le tribun. « *En juillet, j'affirmais que si Jean-Luc Mélenchon était en tête de la gauche à l'automne, il aurait la responsabilité de rassembler. Nous y sommes* », affirme l'élue, qui a quitté le mouvement de gauche radicale à l'été 2024, en désaccord avec la stratégie alors mise en œuvre.

L'Après, qu'elle a cofondé avec notamment Alexis Corbière, Danielle Simonnet et Raquel Garrido, tranchera la question de la présidentielle au cours d'un séminaire prévu les 12 et 13 décembre. Les militants seront alors consultés. « *Dans ce cadre, je défends l'appel au vote pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon* », explique Clémentine Autain. Selon elle, « *La France insoumise a engrangé du soutien et, cet automne, a été porté par la mobilisation sociale* ». Dans l'entourage du candidat LFI, on se félicite de cet appel. « *Tous ceux qui souhaitent contribuer à la victoire de notre camp sont les bienvenus* », souffle un député auprès du HuffPost.

C'est donc à « *une coalition large* » qu'appelle la députée, pas « *une campagne insoumise, avec le programme insoumis, pour un gouvernement insoumis* ». « *En plus des Écologistes, c'est aujourd'hui Génération.s, les communistes unitaires, le NPA et des socialistes* » qui doivent faire partie de l'aventure selon elle.

Plusieurs personnalités de gauche ont déjà fait part de leur préférence pour Jean-Luc Mélenchon. C'est le cas de la majorité du groupe communiste à l'Assemblée (Elsa Faucillon, Stéphane Peu, Soumya Bourouaha...), mais aussi du patron de Génération.s Benjamin Lucas, qui a expliqué mercredi soir défendre « *la perspective d'une coalition pour faire gagner la gauche et l'écologie, autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon. C'est une perspective enthousiasmante* ». Ou encore de Philippe Poutou et d'Olivier Besancenot.

J-C – Entre nous, ils sont tous aussi débectants. Ces gens-là n'ont décidément pas de principes, au regard des arguments qu'ils avancent ; car on pourrait très bien concevoir une telle option, encore faudrait-il qu'on l'explique et qu'on la motive avec des arguments politiques solides, au lieu d'artifices subjectifs ou émotionnels qui ne devraient pas avoir leur place ici.

Mais c'est normal, car c'est ce qui domine chez eux : le superficiel, les apparences. Chaque fois qu'ils abordent un sujet politique, ils sont davantage intéressés par les conséquences ou les effets que par les causes ou les origines ; parce qu'ils n'entendent pas les traiter, alors pourquoi s'y attarderaient-ils, franchement ?

Présidentielle en France : la «*coalition*» avec Les Écologistes «*devrait pouvoir se faire*», estime Mélenchon - RT 19 nov. 2026

«*On est plutôt contents. Alors il faut maintenant que ça discute, que ça avance. Ça devrait pouvoir aboutir positivement*», a déclaré Jean-Luc Mélenchon à RTL et l'AFP, ajoutant que «*ça devrait pouvoir se faire*». La veille, la candidate des Écologistes s'est déclarée «*prête*» à une «*coalition autour de la candidature*» du leader Insoumis. RT 19 nov. 2026

Italie.

J-C – Le régime néofasciste italien adopte le sionisme nazi, ce n'est pas une surprise. L'Italie est le porte-avion du Pentagone en Europe, comme l'Etat juif au Moyen-Orient. L'Italie abrite d'importantes bases américaines et tout un arsenal de bombes nucléaires. C'est d'Italie que des bombardiers américains s'envolent pour aller pilonner le Moyen-Orient, notamment.

Je rappelle que l'expression « *État juif* », n'est pas antisémite, elle est utilisée par de nombreux acteurs, dont des fondateurs du sionisme, des membres des institutions officielles israéliennes, en passant par des diplomates.

Italie : la Chambre adopte la loi contre l'antisémitisme, polémique sur la définition IHRA - Euronews 19 novembre 2026

La Chambre des députés a définitivement approuvé le projet de loi contre l'antisémitisme, adoptant la définition de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). Le texte divise les oppositions et relance le débat sur la frontière entre antisémitisme et critique du gouvernement israélien

Mardi, la Chambre des députés a adopté définitivement le projet de loi sur l'antisémitisme. 147 voix pour, 93 contre, 5 abstentions

La définition adoptée par le projet de loi n'a pas manqué de susciter des polémiques. Le texte, déjà approuvé par le Sénat en mars, retient en effet la définition de l'antisémitisme fournie par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), ce qui a divisé l'opposition elle-même.

Au cœur du texte et du bras de fer politique se trouve toutefois la définition de l'antisémitisme formulée par l'IHRA en 2016 et surtout les exemples fournis par l'organisation (source en italien) qui, selon les critiques, étendent de fait à la définition de la haine le désaccord à l'égard de l'action du gouvernement israélien.

Il s'agit d'une "*loi bâillon pour couvrir les crimes du gouvernement Netanyahu et la purification ethnique des Palestiniens. Le gouvernement Meloni choisit de ne pas déranger ceux qui occupent illégalement des terres palestiniennes et, dans le même temps, veut bâillonner ceux qui le dénoncent. C'est une honte*", a attaqué le cofondateur d'Avs, Angelo Bonelli.

"*La majorité ne veut pas vraiment combattre l'antisémitisme, elle veut censurer la critique du gouvernement israélien qui est en train de se rendre coupable de génocide*", a déclaré la députée du PD et ex-présidente de la Chambre, Laura Boldrini, "*si elle avait réellement voulu combattre l'antisémitisme, elle aurait approuvé nos amendements qui remplacent la déclaration de l'Ihra, qui est controversée, par celle de Jérusalem*".

Lors du débat en séance mardi, l'opposition a demandé à la majorité, comme à la veille du vote, de modifier cette définition ou de la remplacer par des documents moins controversés, comme celui adopté par le Conseil de l'Europe en 2022 (source en italien), qui se concentre davantage sur les instruments de lutte ou de prévention, ou par la Déclaration de Jérusalem sur l'antisémitisme de l'année précédente.

En particulier, cette dernière distingue entre antisémitisme et critique d'Israël (source en italien) en établissant qu'il n'est pas en soi antisémite de s'opposer au gouvernement israélien ou au sionisme en tant qu'idéologie.